

Interdiction de vente pour les dispositifs à plusieurs pièces pour débroussailleuses

Il est possible de monter sur les débroussailleuses différents outils de coupe selon l'usage que l'on souhaite en faire, notamment des « dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailleuses », composés de plusieurs pièces métalliques. Ces dispositifs de coupe présentent un risque de rupture et constituent donc un danger important pour les utilisateurs ou des tiers. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a publié une « décision de portée générale » qui interdit la mise sur le marché de ces dispositifs de coupe.

L'essentiel en bref

Le Secrétariat d'Etat à l'économie SECO a publié le 24 avril 2012 une « décision de portée générale » interdisant de commercialiser les dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailleuses portatives. Cette interdiction de vente s'applique à l'ensemble des dispositifs de coupe à fléaux qui se composent d'un assemblage de plusieurs pièces métalliques.

A l'avenir, il est également proscrit de faire un usage professionnel de ces dispositifs de coupe, par exemple pour les travaux de paysagisme, de sylviculture et d'agriculture, car ils compromettent la sécurité des travailleurs.

Cet article s'adresse aussi bien aux responsables de la mise sur le marché (fabricants, importateurs et revendeurs, notamment dans le secteur de l'outillage motorisé), qu'aux employeurs et aux utilisateurs, afin de leur fournir de plus amples informations sur les raisons de cette interdiction.

Pourquoi une interdiction ?

Les débroussailleuses sont des équipements motorisés portatifs ou, plus généralement, des machines utilisées pour couper l'herbe, les mauvaises herbes, les broussailles, les arbrisseaux et autres végétaux similaires. Selon l'usage qui en est fait, il est possible de

monter différents dispositifs de coupe sur ces machines. Jusqu'à présent, les fabricants et les commerçants proposaient notamment des « dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailleuses ». Ceux-ci se composent de plusieurs pièces de métal, telles que des chaînes ou des couteaux, qui sont reliés par une tête rotative (voir l'image à droite).

Ces dispositifs de coupe présentent un risque de rupture, auquel cas les pièces du dispositif de coupe endommagé peuvent être projetées, risquant de blesser gravement l'utilisateur ou des tiers.

C'est pourquoi la Commission européenne a interdit ces dispositifs de coupe en janvier 2012. La Suisse se conformant aux directives de l'UE en matière de sécurité des produits, le SECO a transposé la décision de l'UE dans la législation suisse par la « décision de portée générale » mentionnée.

Depuis quand cette interdiction s'applique-t-elle ?

La décision de portée générale du SECO est entrée en vigueur le 24 mai 2012, après expiration du délai d'opposition de 30 jours. La vente, c'est-à-dire la présentation et la mise sur le marché de dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailleuses, est interdite depuis cette date.

Quels produits sont concernés ?

Sont concernés les dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailleuses portatives qui présentent les caractéristiques suivantes :

- un « outil de coupe » se compose de deux pièces métalliques mobiles ou plus, par exemple des chaînons, des couteaux ou des marteaux, et
- les pièces métalliques mobiles sont assemblées à la manière d'un fléau ou sont articulées les unes par rapport aux autres.

Remarque: la tête rotative au centre et la fixation (vis, cheville) de l'outil de coupe n'est pas considérée comme un composant de la pièce « tranchante ».

Bei Freischneidern und Motorsensen kann man je nach Verwendungszweck unterschiedliche Schneidwerkzeuge montieren, unter anderem auch sogenannte «schlegelartige Freischneiderwerkzeuge» aus mehreren Metallteilen. Bei diesen Schneidwerkzeugen besteht das Risiko eines Bruchs und damit eine hohe Gefährdung von Benutzern oder unbeteiligten Personen. Das Staatssekretariat für Wirtschaft SECO hat eine «Allgemeinverfügung» erlassen, nach welcher es verboten ist, solche Schneidwerkzeuge in Verkehr zu bringen.

Das wichtigste in Kürze

Das Staatssekretariat für Wirtschaft SECO hat am 24. April 2012 eine «Allgemeinverfügung» erlassen. Danach ist es verboten, schlegelartige Schneidwerkzeuge für tragbare handgeführte Freischneider und Motorsensen in Verkehr zu bringen. Dieses Verkaufsverbot gilt für alle schlegelartigen Schneidwerkzeuge, die aus mehreren miteinander verbundenen Metallteilen bestehen.

Inskünftig ist es auch untersagt, solche Freischneiderwerkzeuge im beruflichen Bereich einzusetzen, zum Beispiel im Landschaftsgartenbau, der Forst- und Landwirtschaft, weil sie die Sicherheit der Arbeitnehmenden gefährden.

Dieser Artikel informiert sowohl die Inverkehrbringer (Hersteller, Importeure und Verkäufer, insbesondere aus dem Motorgerätebereich) als auch die Arbeitgeber und Benutzer

Verkaufsverbot für mehrgliedrige Freischneiderwerkzeuge



Beispiele verbotener Freischneiderwerkzeuge.

Exemples de dispositifs de coupe pour débroussailleuses visés par l'interdiction.



Beispiele zugelassener Freischneiderwerkzeuge.

Exemples de dispositifs de coupe pour débroussailleuses autorisés.

über die Hintergründe dieses Verbots.

Warum ein Verbot?

Bei Freischneidern und Motorsensen handelt es sich um tragbare handgeführte Motorgeräte beziehungsweise allgemein ausgedrückt um Maschinen, die zum Schneiden von Gras, Unkraut, Gestrüpp, kleinen Bäumen und ähnlicher Vegetation verwendet werden. An diesen Maschinen kann man je nach Verwendungszweck unterschiedliche Schneidwerkzeuge montieren. Hersteller und Händler haben bisher unter anderem auch sogenannte «schlegelartige Freischneiderwerkzeuge» angeboten. Diese bestehen aus mehreren Metallteilen, wie Ketten oder Messern, die mit einem Drehkopf verbunden sind (siehe Bild oben).

Bei diesen Schneidwerkzeugen besteht das Risiko eines Bruchs. Da-

bei können Teile des gebrochenen Schneidwerkzeugs weggeschleudert werden und den Benutzer oder unbeteiligte Personen lebensbedrohlich verletzen.

Aus diesen Gründen hat die EU-Kommission im Januar 2012 solche Schneidwerkzeuge verboten. Da die Schweiz im Bereich der Produktesicherheit die Vorgaben der EU übernimmt, hat das SECO den EU-Beschluss mit der erwähnten «Allgemeinverfügung» in die schweizerische Gesetzgebung übernommen.

Seit wann gilt dieses Verbot?

Die Allgemeinverfügung des SECO wurde nach Ablauf der 30tägigen Einsprachefrist am 24. Mai 2012 rechtskräftig. Seither ist der Verkauf beziehungsweise das Ausstellen und Inverkehrbringen von schlegelartigen Freischneiderwerkzeugen verboten.

Welche Produkte sind betroffen?

Betroffen sind schlegelartige Schneidwerkzeuge für tragbare handgeführte Freischneider und Motorsensen mit folgenden Merkmalen:

- eine «Schneide» besteht aus zwei oder mehr beweglichen Metallteilen, zum Beispiel aus Kettengliedern, Messern oder Schlegeln und
- die beweglichen Metallteile sind schlegel- oder gelenkartig miteinander verbundenen.

Hinweis: Der Drehkopf in der Mitte und die Befestigung (Schraube, Stift) der «Schneide» gelten nicht als Bestandteile des «schneidenden» Teils.



Dispositifs de coupe pour débroussailleuses encore autorisés en Suisse :

- dispositifs de coupe pour débroussailleuses d'une seule pièce
- dispositifs de coupe d'une seule pièce, assemblés à la tête rotative avec articulation (par exemple lame)
- brosses
- dispositifs de coupe non métalliques (par ex. tête à fil, bobine, lames en plastique)

Vérification par le fabricant

Le fabricant est tenu de s'assurer par des tests dynamiques que les dispositifs de coupe pour débroussailleuses (autorisés) résistent aux forces maximales exigées. Les exigences en matière de tests sont décrites dans la norme EN ISO 11806. Les brosses, en tant qu'accessoires, doivent satisfaire à la norme EN 1083-1 pour les « brosses entraînées par un moteur ».

Interdiction d'utilisation

Dans un contexte professionnel, seuls des équipements de travail ne compromettant pas la sécurité des travailleurs peuvent être utilisés (ordonnance sur la prévention des accidents OPA, art. 24). En raison du danger susmentionné, l'interdiction des dispositifs de coupe pour débroussailleuses décrits ici s'applique dès à présent, à savoir dès la saison de taille 2013.

L'utilisation de ce type de dispositifs de coupe est déconseillé dans un contexte privé.

Bases légales

Selon la loi sur la sécurité des produits (LSPro), des produits peuvent être mis sur le marché s'ils « présentent un risque nul ou minime pour la santé ou la sécurité des utilisateurs ou de tiers lorsqu'ils sont utilisés dans des conditions normales ou raisonnablement

prévisibles. Les produits mis sur le marché doivent être conformes aux exigences essentielles en matière de santé et de sécurité (...) ou, à défaut de telles exigences, correspondre à l'état des connaissances et de la technique. » (LSPro, art. 3, al. 1 et 2)

Si cela est nécessaire pour protéger la sécurité ou la santé des utilisateurs ou d'un tiers, l'organe d'exécution de la loi peut interdire, en vertu de l'art. 10 de la LSPro, qu'un produit continue à être mis sur le marché.

Les équipements de coupe interdits étaient mis sur le marché tant dans le domaine des entreprises et de l'agriculture que pour un usage non professionnel: c'est pourquoi le SECO a chargé la Suva, agriss et le bpa d'exécuter la décision de portée générale en ce qui concerne le contrôle du respect de l'interdiction de vente.

Dispositions pénales prévues par la LSPro: quiconque met sur le marché un produit qui ne satisfait pas aux exigences fixées à l'art. 3, al. 1 et 2 et, ce faisant, met en danger la santé ou la sécurité des utilisateurs ou de tiers, peut être poursuivi sur le plan pénal en vertu de l'art. 16. La présentation dans les espaces de vente est assimilée à la mise sur le marché.

Cet article s'inspire dans la fiche d'information N° 33065d. de mars 2013 mise en ligne par la Suva : www.suva.ch/waswo/33065.d

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser à agriss, 5040 Schöftland, 062 739 50 70. ■

Thomas Bachmann, agriss

Dieses aus Kettengliedern gefertigte schlegelartige Freischneiderwerkzeug ist vom Verkaufsverbot betroffen. Es besteht Bruchgefahr. Dabei können Teile weggeschleudert werden und den Benutzer oder unbeteiligte Personen lebensbedrohlich verletzen.

Ce dispositif de coupe à fléaux pour débroussailleuses et composé de chaînons est concerné par l'interdiction de vente. Il présente un risque de rupture, auquel cas des pièces peuvent être projetées, risquant de blesser gravement l'utilisateur ou des tiers.

In der Schweiz weiterhin zugelassene Freischneiderwerkzeuge:

- Einteilige Freischneiderwerkzeuge
- Einteilige, gelenkartig mit dem Drehkopf verbundene «Schneiden» (zum Beispiel Klinge)
- Bürsten
- Nicht metallische Schneidwerkzeuge (z.B. Fadenkopf, Spule, Plastiklingen)

Prüfung durch den Hersteller

Der Hersteller hat durch dynamische Tests sicherzustellen, dass die (zugelassenen) Freischneiderwerkzeuge den geforderten Maximalkräften standhalten. Die Anforderungen für die Tests sind in der EN ISO 11806 beschrieben. Bürsten als Zubehör müssen der EN 1083-1 über «Kraftbetriebene Bürsten» genügen.

Verwendungsverbot

Im beruflichen Bereich dürfen nur Arbeitsmittel eingesetzt werden, die die Sicherheit der Arbeitnehmenden nicht gefährden (Unfallverhütungsverordnung VUV, Art. 24). Aufgrund der erwähnten Gefährdung ist es ab sofort beziehungsweise ab Grünschnittsaison 2013 verboten, die beschriebenen Freischneiderwerkzeuge einzusetzen.

Vonder Verwendung solcher Schneidwerkzeuge im privaten Bereich wird abgeraten.

Rechtliche Grundlagen

Gemäss Produktesicherheitsgesetz (PrSG) dürfen Produkte in Verkehr gebracht werden, «wenn sie bei normaler oder bei vernünftigerweise vorhersehbarer Verwendung die Sicherheit und die Gesundheit der Verwenderinnen und Verwender und Dritter nicht oder nur geringfügig gefährden. Sie müssen den grundlegenden Sicherheits- und Gesundheitsanforderungen (...) oder, wenn keine solchen Anforderungen festgelegt worden sind, dem Stand des Wissens und der Technik entsprechen.» (PrSG Art. 3 Abs. 1 und 2)

Ist es zum Schutz der Sicherheit oder Gesundheit der Verwenderinnen und Verwender oder Dritter erforderlich, kann das Vollzugsorgan des Gesetzes nach Art. 10 PrSG das weitere Inverkehrbringen eines Produktes verbieten.

Da die verbotenen Schneidgarnituren sowohl im betrieblichen und landwirtschaftlichen als auch im nichtbetrieblichen Bereich in Verkehr gebracht wurden, hat das SECO die

Suva, agriss und die bfu mit dem Vollzug der Allgemeinverfügung beziehungsweise mit der Kontrolle der Einhaltung des Verkaufsverbotes beauftragt.

Strafbestimmungen des PrSG: Wer ein Produkt in Verkehr bringt, das die Anforderungen nach Art. 3 Abs. 1 und 2 nicht erfüllt, und dadurch die Sicherheit oder Gesundheit der Verwenderinnen und Verwender oder Dritter gefährdet, kann gestützt auf Art. 16 strafrechtlich belangt werden. Das Ausstellen in Verkaufsräumen ist dem Inverkehrbringen gleich gestellt.

Dieser Artikel ist in Anlehnung an das von der Suva im Internet publizierte Factsheet Nr. 33065d. vom März 2013 entstanden:
www.suva.ch/waswo/33065.d

Weitere Auskünfte erteilt gerne agriss, 5040 Schöftland, 062 739 50 70. ■

Thomas Bachmann, agriss



Diese Freischneiderwerkzeuge dürfen ab Grünschnittsaison 2013 weder in den Gartenbau- und Forstbetrieben noch in der Landwirtschaft eingesetzt werden. Das bedeutet, dass auch keine Ersatzteile wie Schlegelketten vorhanden sein müssen..

A compter de la saison de taille 2013, ces dispositifs de coupe pour débroussailluses ne peuvent être utilisés ni dans les secteurs du paysagisme et de la sylviculture, ni pour les activités agricoles. Cela signifie également qu'aucune pièce de rechange ne peut plus être proposée à la vente, notamment des chaînes à fléaux.



Diese letztes Jahr noch oft in den Verkaufsräumen angetroffenen schlegelartigen Freischneiderwerkzeuge dürfen nicht mehr verkauft werden und müssen von den Regalen verschwinden.

Ces dispositifs de coupe à fléaux pour débroussailluses, que l'on trouvait encore fréquemment à la vente dans les rayons l'an dernier, ne peuvent plus être vendus et doivent être retirés des rayons.